

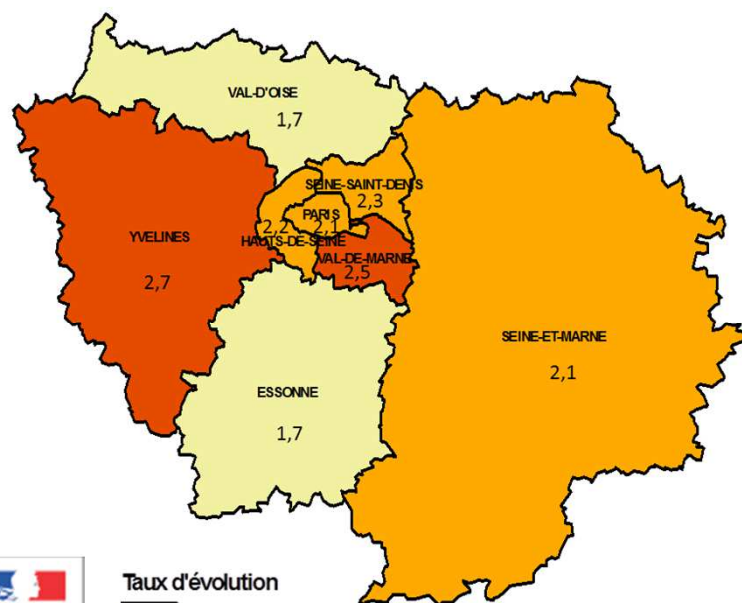
Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

11 sept. 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre avril 2017 et juillet 2017 (en %, données CVS-CJO)



Taux d'évolution

- de 1,7 à 2,0
- de 2,1 à 2,4
- de 2,5 à 2,7

- En juillet, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est en hausse sur trois mois de +1,7 % en catégorie A et de +2,2 % en catégorie ABC.
- Le taux de chômage a diminué de 0,4 point au 1er trimestre 2017, atteignant 8,3%.
- L'emploi salarié a augmenté de +0,9 % au 1er trimestre 2017.
- Les plans de sauvegarde de l'emploi et le recours à l'activité partielle sont à des niveaux faibles.

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 octobre 2017.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 8 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 11 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 12 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 13 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 14 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 15 : déclarations préalables à l'embauche

Page 16 : évolution récente de l'intérim

Page 17 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : activité partielle

Page 20 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

Fin juillet 2017, 991 240 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Île-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 677 710 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Sur trois mois, la demande d'emploi francilienne est en hausse de +1,7 % en catégorie A (+1,3 % en France métropolitaine). Le nombre de demandeurs ayant déclaré une activité réduite (catégories B et C) augmente de +3,1 % sur trois mois.

Finalement, en catégories A, B et C, la demande d'emploi gagne 1,3 % en juillet et 2,2 % par rapport à avril. Sur un an, la hausse est sensible mais inférieure à celle de France métropolitaine (+2,9 % contre +3,1 %).

Le nombre des demandeurs en catégorie D (en formation) continue de diminuer : -15,8 % sur trois mois (-6,0 % en France métropolitaine).

La demande d'emploi progresse plus rapidement pour les femmes que pour les hommes. L'écart d'évolution atteint 3,1 points sur un an en catégorie A, B et C.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans connaît une forte hausse sur 3 mois (+3,7% pour les catégories A, B et C). L'évolution de la demande d'emploi des jeunes est clairement défavorable depuis avril 2017 mais reste en baisse sur un an. Supérieure sur un an, la hausse des demandeurs de 50 ans et plus est plus contenue ces derniers mois.

L'analyse par métiers fait ressortir la persistance des difficultés des métiers de la santé, action sociale et de l'informatique et télécommunications, à l'opposé des métiers du BTP.

Tous les départements franciliens enregistrent des hausses de la demande d'emploi. Les Yvelines est le département qui connaît la plus forte augmentation sur trois mois, tandis que le rythme est moins soutenu pour l'Essonne et le Val-d'Oise.

Au premier trimestre 2017, le taux de chômage francilien représente 8,3 % de la population active, soit le plus faible niveau depuis cinq ans. Alors qu'il semblait difficilement descendre sous les 9%, il enregistre une baisse significative de 0,4 point par rapport au 4^{ème} trimestre 2016, tout comme en France métropolitaine, où il s'élève à 9,3 %. Sur un an, le taux de chômage a reculé de 0,5 point en Île-de-France et de 0,6 point au niveau national.

Emploi

Au premier trimestre 2017, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2016, que l'on considère tous les contrats (+4,4 %) ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI (+7,9 %).

L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa hausse au 1^{er} trimestre 2017 en Île-de-France (+0,9% par rapport au 4^{ème} trimestre 2016, +2,0% sur un an), toujours soutenu par les services marchands. Ces évolutions sont les plus fortes enregistrées depuis plus de 10 ans.

Mutations économiques

Plus de 306 000 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en juillet 2017 en Île-de-France, soit un volume en baisse par rapport au début de l'année. La construction et la métallurgie cumulent les trois quarts des heures autorisées.

Le nombre d'emplois touchés par des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) est en nette régression. Seulement 18 PSE ont été initiés en juillet.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2017

Juillet 2017	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	677 710	3 518 100	1,1	1,0	1,7	1,3	0,8	0,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	991 240	5 621 400	1,3	1,1	2,2	1,6	2,9	3,1

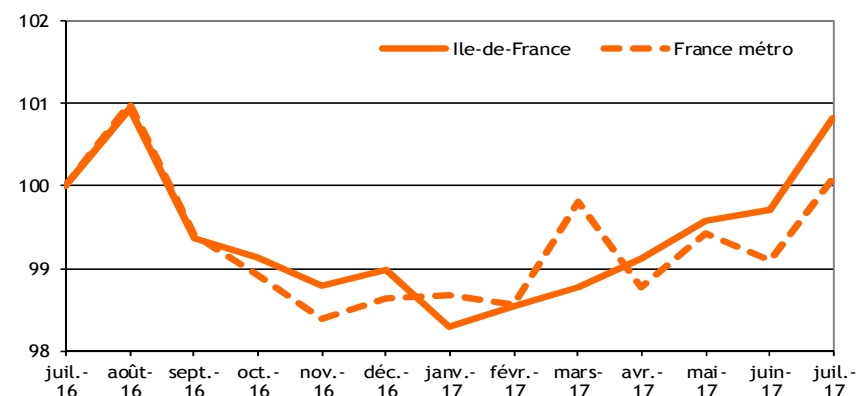
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En juillet, la demande d'emploi de catégorie A en Île-de-France augmente nettement (+1,1 %, soit +8 500 demandeurs) et au même rythme qu'en France métropolitaine (+1,0 %). Sur trois mois, la hausse est supérieure dans la région (+1,7 % contre +1,3 % au niveau national).

Les évolutions en catégorie A sont affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de +3,1 % sur trois mois. Les demandeurs en catégorie D (en formation), après de fortes hausses dans la région en fin d'année 2016, diminuent davantage en Ile-de-France : -15,8% sur 3 mois, contre -6,0 % au niveau national.

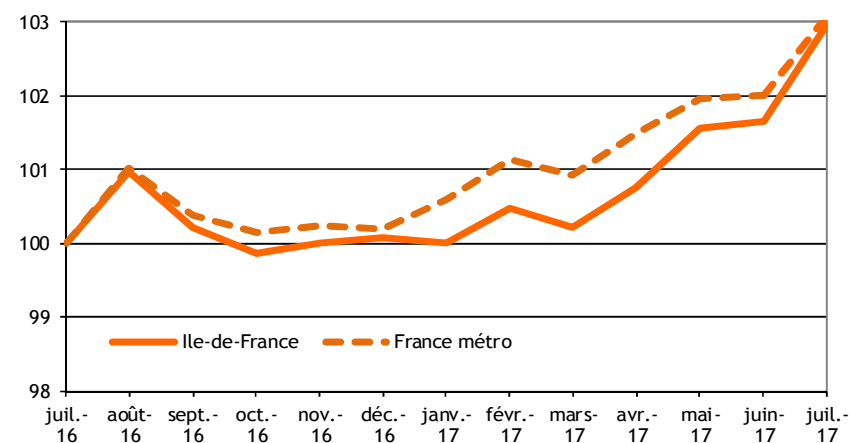
L'augmentation de la demande d'emploi prenant en compte les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A, B et C) est de +2,2% sur 3 mois. Sur un an, avec +2,9%, elle est beaucoup plus élevée que celle de la seule catégorie A (+0,8%). Si cette progression est plus soutenue en France métropolitaine que dans la région, l'écart se ressert depuis le deuxième trimestre 2017.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en juillet 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en juillet 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) à la fin du mois de juillet 2017

Données CVS-CJO Juillet 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trim.	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trim.
Paris	133 860	0,8	1,4	204 730	1,2	2,1
Seine-et-Marne	67 300	1,4	2,0	100 970	1,2	2,1
Yvelines	65 450	1,2	2,3	96 580	1,5	2,7
Essonne	59 780	1,5	1,6	89 780	1,3	1,7
Hauts-de-Seine	80 630	0,6	1,6	115 460	0,9	2,2
Seine-St-Denis	121 350	1,2	1,8	169 830	1,3	2,3
Val-de-Marne	76 410	1,1	1,8	109 020	1,4	2,5
Val-d'Oise	72 930	1,5	1,4	104 870	1,5	1,7
Île-de-France	677 710	1,1	1,7	991 240	1,3	2,2
France métro.	3 518 100	1,0	1,3	5 621 400	1,1	1,6

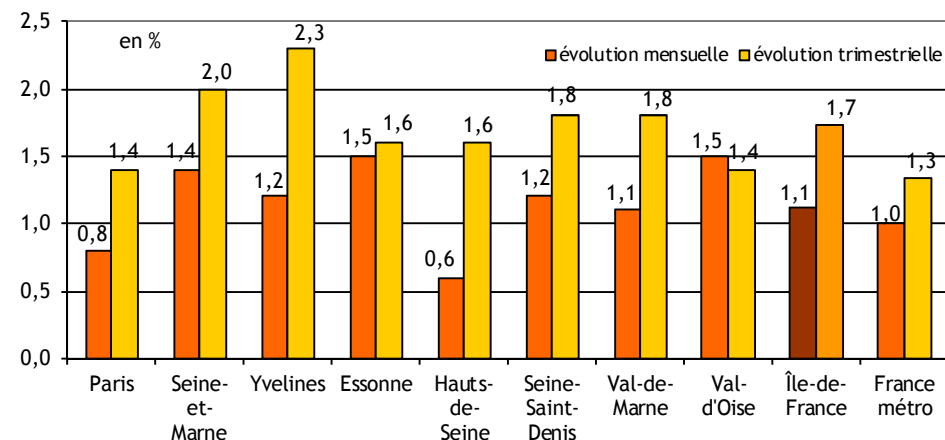
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois, l'ensemble des départements franciliens enregistrent des hausses de la demande d'emploi. L'augmentation de la demande en catégorie A varie de +1,4 % à Paris et dans le Val d'Oise à +2,3 % dans les Yvelines.

Les Yvelines connaissent également la plus forte progression de la demande d'emploi de catégories A, B et C sur trois mois (+2,7 %). Pour les autres départements, les évolutions varient de +1,7 % dans l'Essonne et le Val-d'Oise à +2,5 % dans le Val-de-Marne.

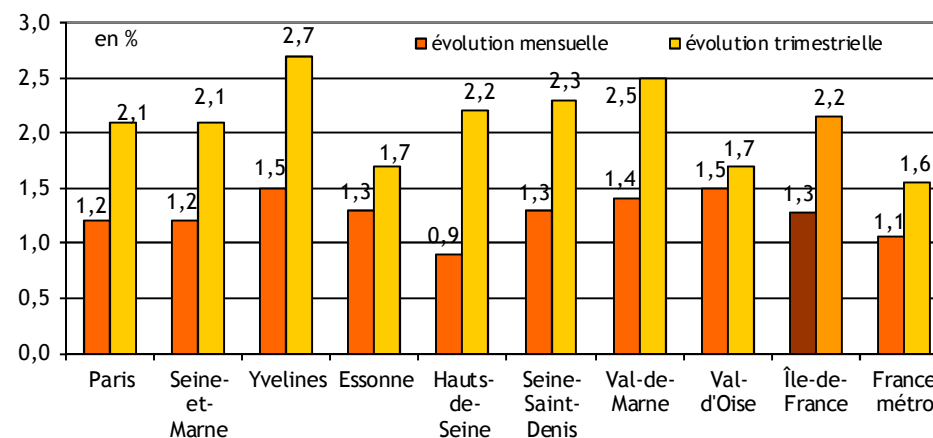
Sur un an, le nombre de demandeurs de catégories A augmente dans l'ensemble des départements, en particulier en Seine-et-Marne (+1,8 %) et dans l'Essonne (+1,6 %). La hausse est plus nette pour les catégories A, B et C, avec un minimum à Paris (+2,3 %) et un maximum dans l'Essonne (+4,0 %), malgré l'amélioration de la position relative dans la région de ce dernier département entre avril et juillet.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



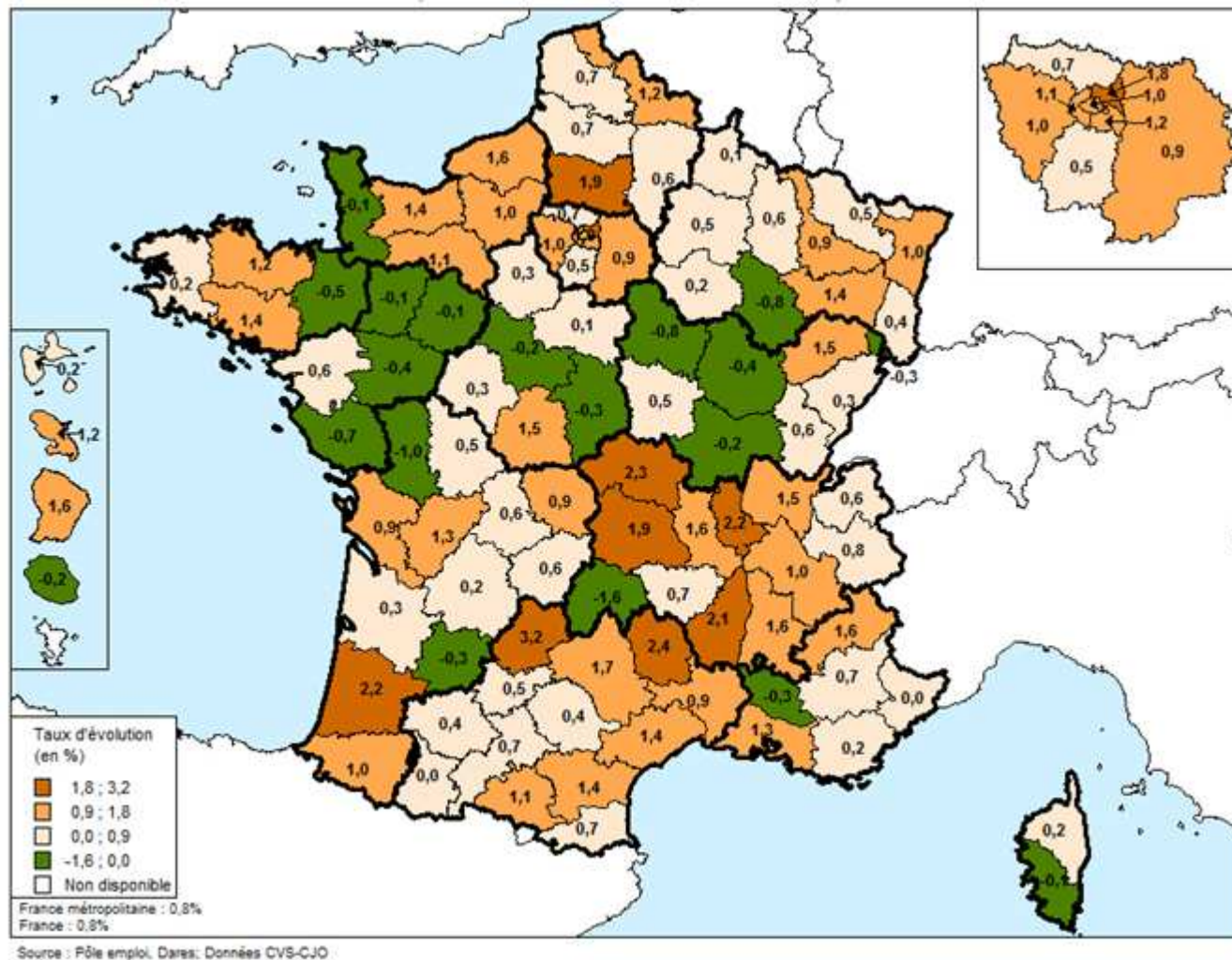
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre avril 2017 et juillet 2017 (en %, données CVS-CJO)



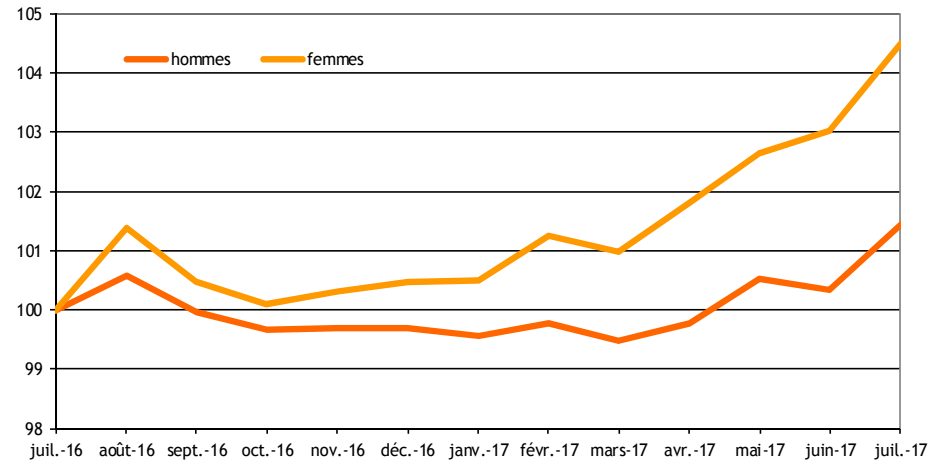
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois de juillet 2017

Sur trois mois, la progression de la demande d'emploi des catégories A, B et C en Île-de-France reste plus forte pour les femmes que pour les hommes (respectivement +2,6 % et +1,7 %). C'est également le cas en France métropolitaine où l'écart est identique (+2,0 % contre +1,1 %).

Sur un an, la hausse est nettement plus soutenue pour les femmes (+4,5 %) que pour les hommes (+1,4 %). Cet écart continue de s'accroître en glissement annuel depuis le second semestre 2015.

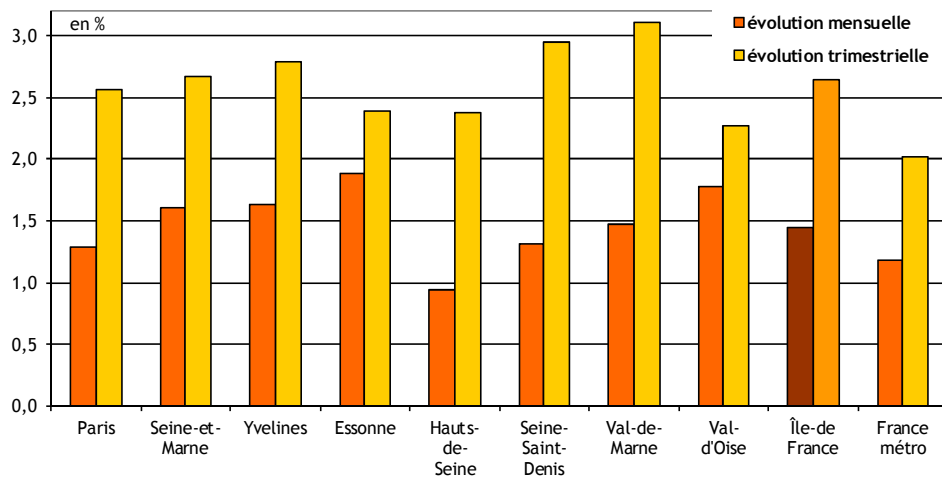
L'évolution de la demande d'emploi est plus défavorable aux femmes dans l'ensemble des départements de la région. L'écart va de 0,2 point dans l'Essonne et la Seine-Saint-Denis à 1,4 point dans les Hauts-de-Seine sur trois mois.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Île-de-France - catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 juillet 2016)



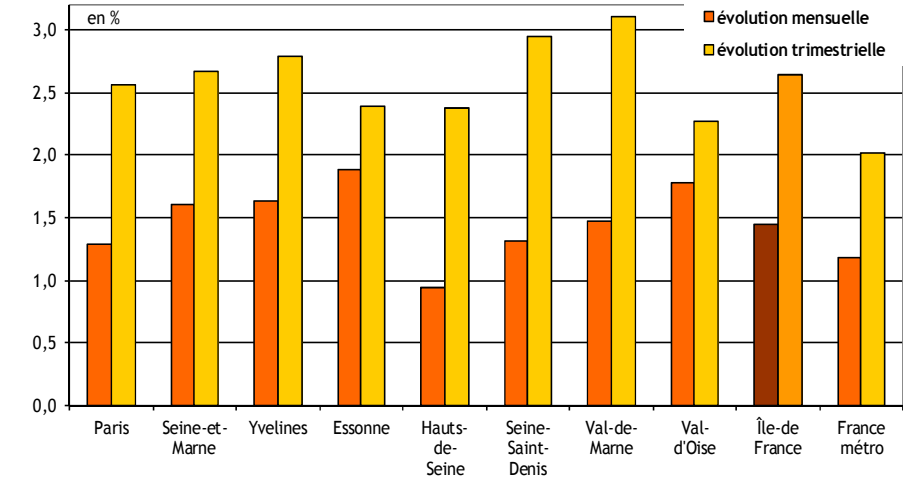
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

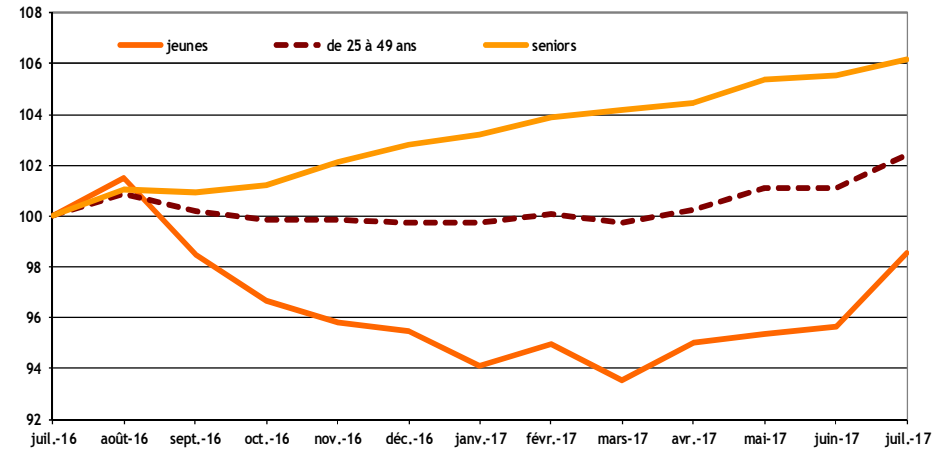
Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois de juillet 2017

Par rapport à juin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C en juillet est en hausse pour l'ensemble des classes d'âge. L'évolution est moins défavorable aux 50 ans et plus (+0,6 % en Île-de-France) qu'aux moins de 25 ans (+3,1 %).

Sur trois mois, la hausse de la demande d'emploi des moins de 25 ans (+3,7 % contre +2,7 % en France métropolitaine en catégories A, B et C) est la plus importante depuis plus de 7 ans (+ 3 440 jeunes). Elle s'explique par la forte augmentation de juillet, notamment à Paris (+ 610 jeunes en 3 mois) et dans les Hauts-de-Seine (+ 450 jeunes). Cependant, sur un an, l'évolution de la demande d'emploi des jeunes demeure en baisse de -3,8 % pour la catégorie A et de -1,5 % pour les catégories A, B et C.

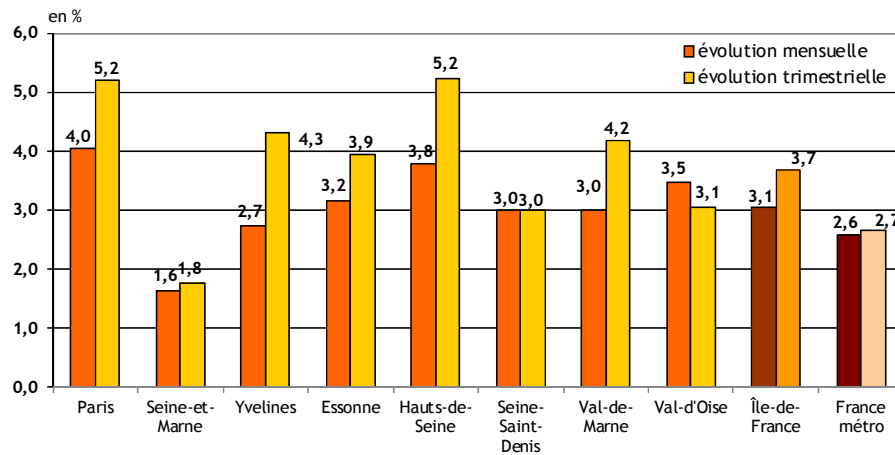
De son côté, la demande d'emploi des seniors poursuit sa progression dans la région comme au niveau national (+1,6 % en Île-de-France contre +1,2 % au niveau national sur trois mois).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (Île-de-France - catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 juillet2016)



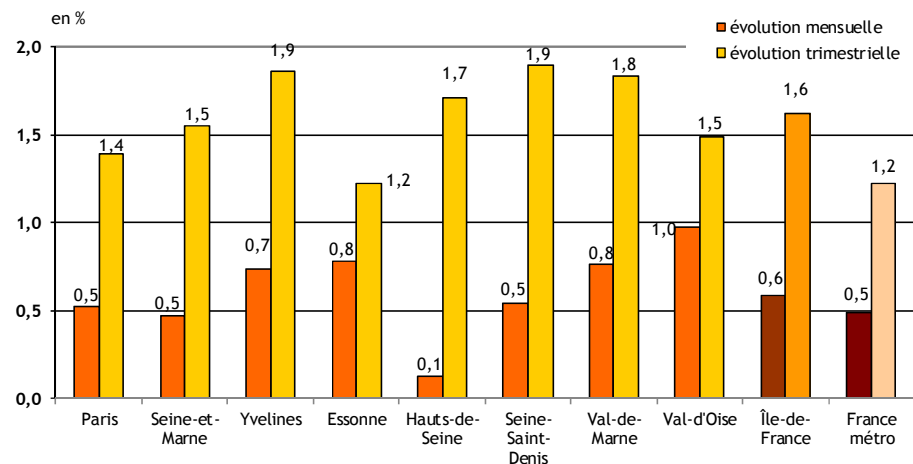
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

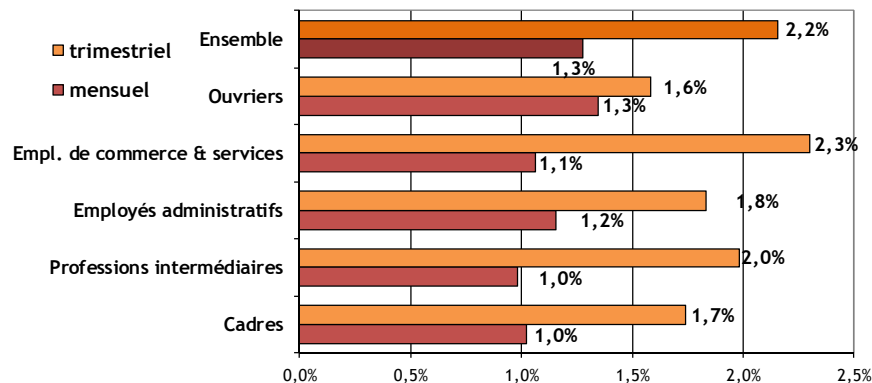
Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois de juillet 2017

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle en Île-de-France (catégorie ABC – données CVS-CJO)

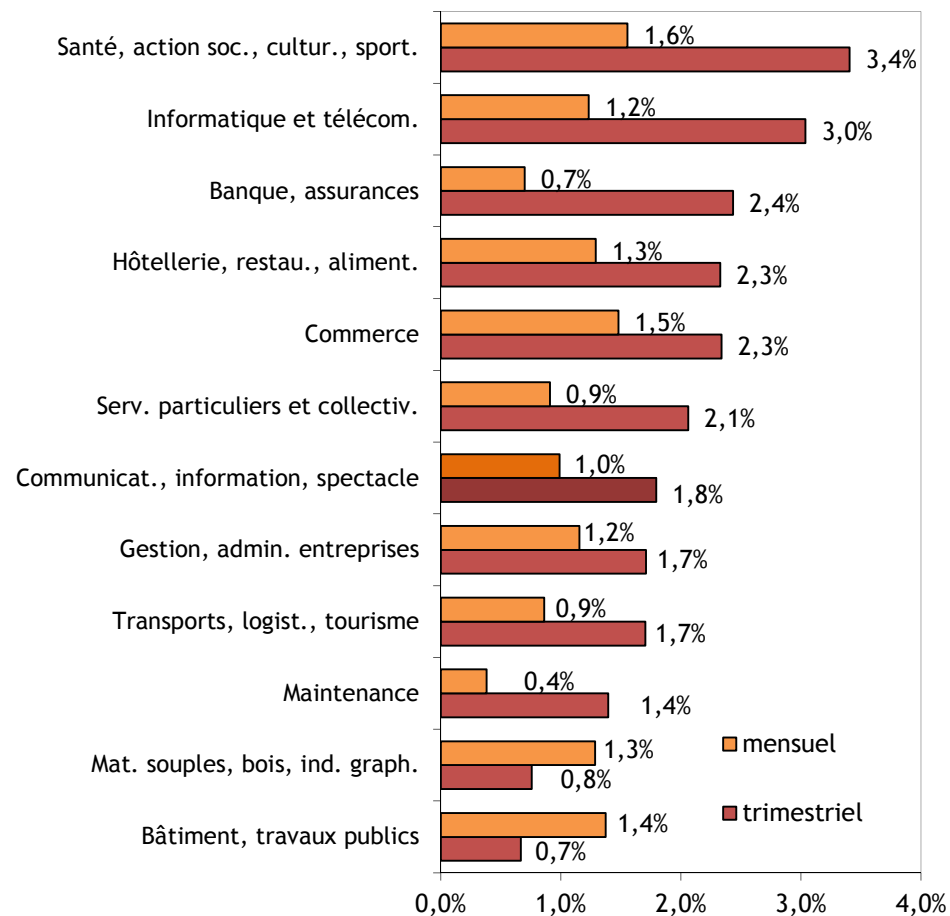


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

La demande d'emploi des catégories A, B et C en Île-de-France augmente pour l'ensemble des catégories professionnelles (+ 2,2 % sur trois mois). La catégorie des employés de commerce et de services est celle qui contribue le plus à cette progression. Sur trois mois, la hausse la plus contenue concerne les ouvriers (+1,6 %), qui sont toutefois plus faiblement représentés dans la demande d'emploi régionale.

Les demandeurs d'emploi sont également plus nombreux dans chacun des principaux domaines professionnels, que ce soit sur un mois ou sur trois mois. Les métiers de la « santé, action sociale, culturelle et sportive » enregistrent la plus forte progression (+3,4 % sur trois mois). Viennent ensuite les métiers de « l'informatique et télécommunications » (+3,0 %). L'augmentation est plus modérée dans les domaines du « bâtiment, travaux publics » et des « matériaux souples, bois, industries graphiques » (inférieure à 1 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels en Île-de-France (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois de juillet 2017

Malgré une stabilisation en juin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégorie A, B ou C) reste en forte hausse sur trois mois en Île-de-France (+2,0 %), avec une évolution très proche de celle constatée au niveau national.

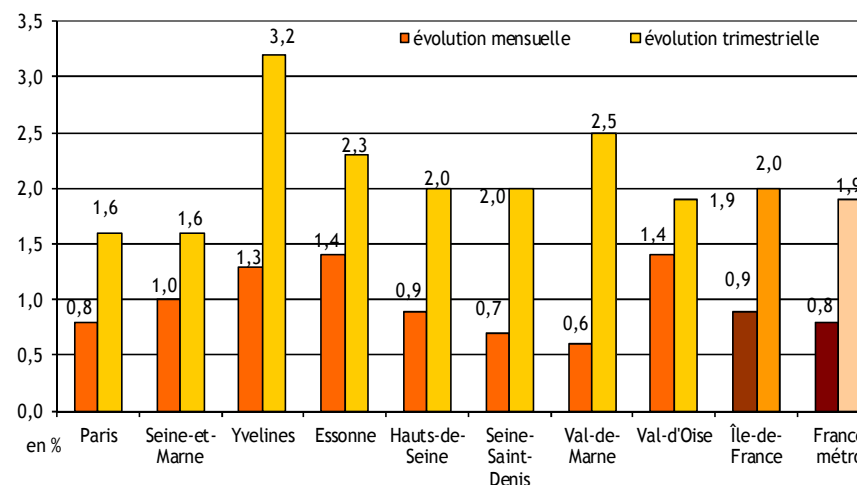
Cette reprise de la hausse de la demande d'emploi de longue durée intervient après une période de baisse, en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D pendant la durée de formation réinitialisant le compteur d'ancienneté des demandeurs concernés). Au total, la part de demandeurs d'emploi de longue durée est passée de 43,8 % en avril 2016 à 42,1 % en juillet 2017.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA dans la région, inférieure à celle de France métropolitaine (12,5 % contre 13,5 %), est stable sur un an. Celle de Seine-Saint-Denis demeure largement supérieure à celle des autres départements.

	Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
Fin juillet 2017	12,6%	11,0%	11,1%	10,1%	11,5%	16,1%	12,3%	12,5%	12,5%	13,5%
Fin juillet 2016	13,1%	10,4%	11,6%	9,8%	12,2%	16,0%	12,1%	12,4%	12,6%	13,5%

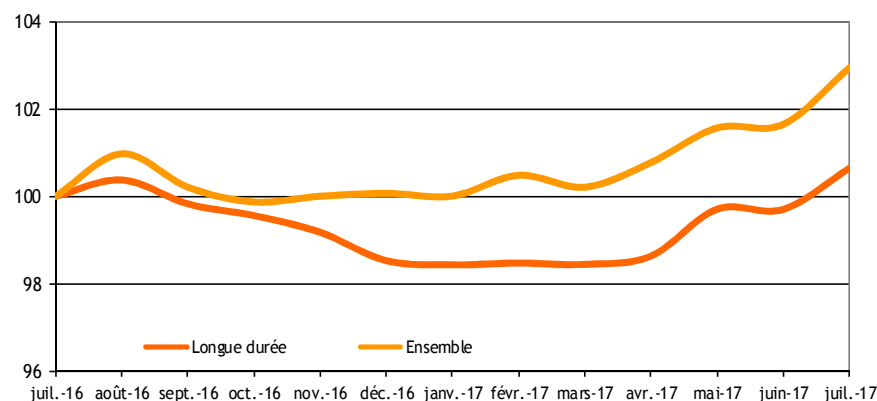
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an en Île-de-France (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 juillet 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi à la fin du mois de juillet 2017

Sur trois mois glissants, le nombre de sorties de Pôle emploi se stabilise dans la région (+0,2 %), après une baisse continue entamée fin 2016.

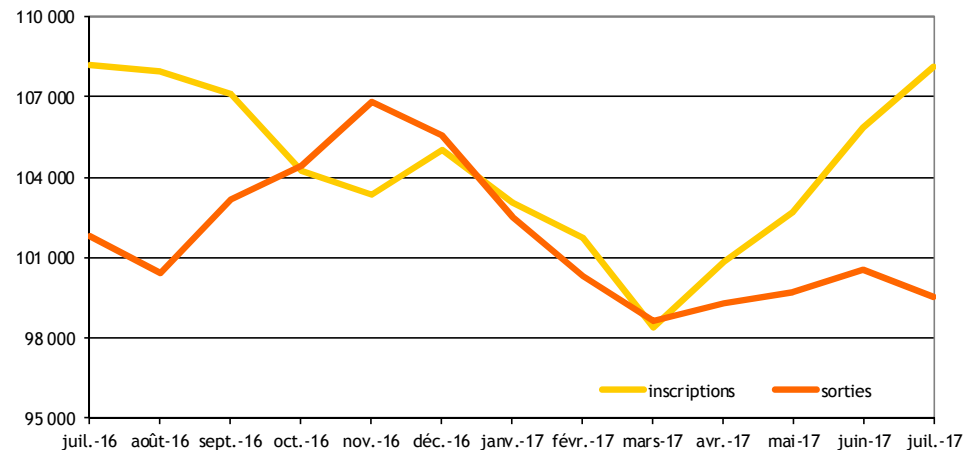
La forte représentation du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (plus de 40 %) limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'expliquant seulement 7 % des sorties, le recul des entrées en stage (-28 % sur trois mois glissants) apparaît cependant comme une tendance de fond depuis le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les reprises d'emploi déclarées sont de nouveau en progression (+5,6 %).

La forte augmentation des entrées à Pôle emploi se poursuit sur trois mois glissants (+7,3 %) mais est quasi stable en évolution annuelle (-0,1 % en Île-de-France contre -0,7 % en France métropolitaine).

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (plus de 40 % des entrées) rend également délicate l'interprétation des entrées par motifs. Se confirme cependant la progression des inscriptions pour « reprise d'activité » (+16 % en évolution annuelle), correspondant à des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation et à des retours sur le marché du travail.

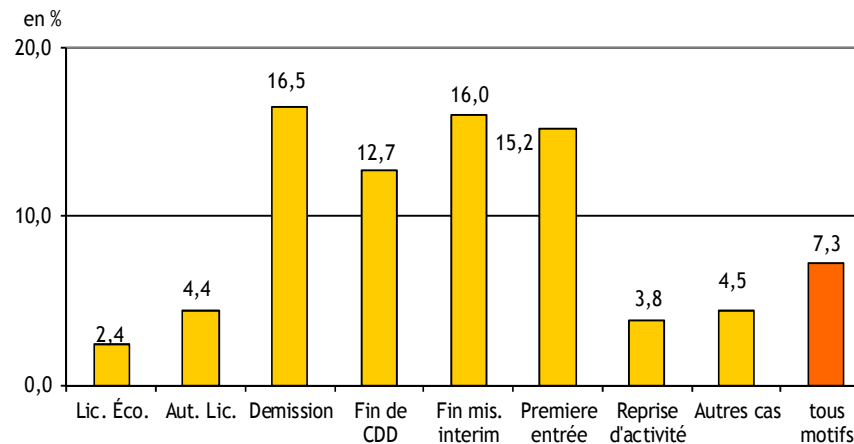
On observe par ailleurs un repli des entrées pour licenciement économique sur un an (-10 %), au contraire des démissions et des fins de missions d'intérim sur trois mois.

Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,3 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en forte baisse de 0,4 point par rapport au 4^{ème} trimestre 2016. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,3 % au 1^{er} trimestre 2017.

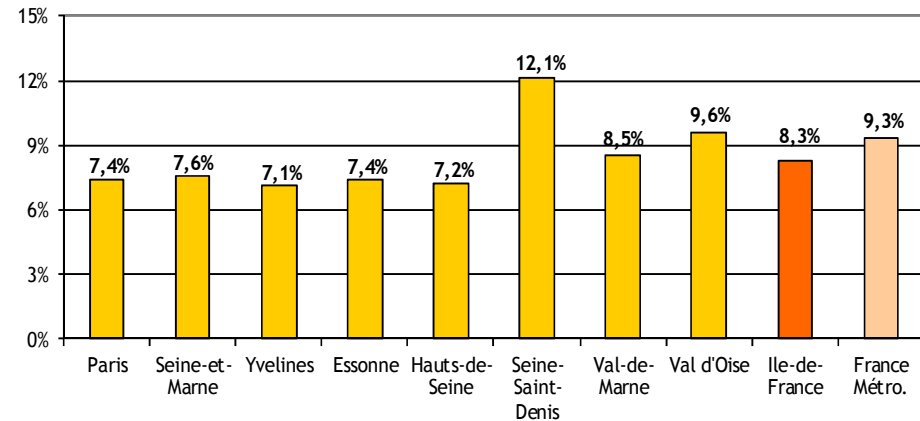
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,5 point en Île-de-France et de 0,6 point en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,1 points de plus qu'au 1^{er} trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9% depuis 2013, le mouvement de baisse seulement amorcé il y a un an semble finalement se poursuivre.

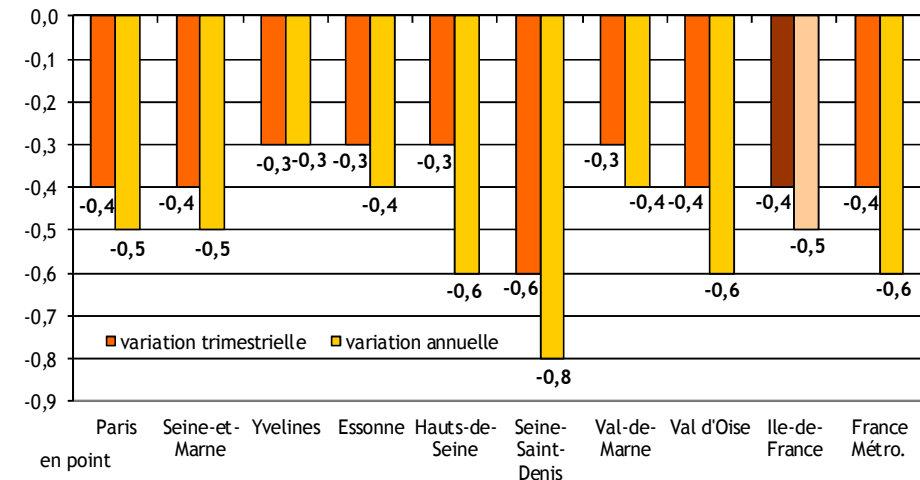
La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,1%, a vu son taux de chômage enregistrer une forte baisse de 0,6 point par rapport au trimestre précédent (la plus importante de l'ensemble des départements de France métropolitaine) et reculer de 0,8 point sur un an.

A contrario, il a très peu diminué sur un an dans les Yvelines, le Val-de-Marne et en Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces six départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8,5%.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2017 (données CVS)



Evolution du taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2017 (données CVS)

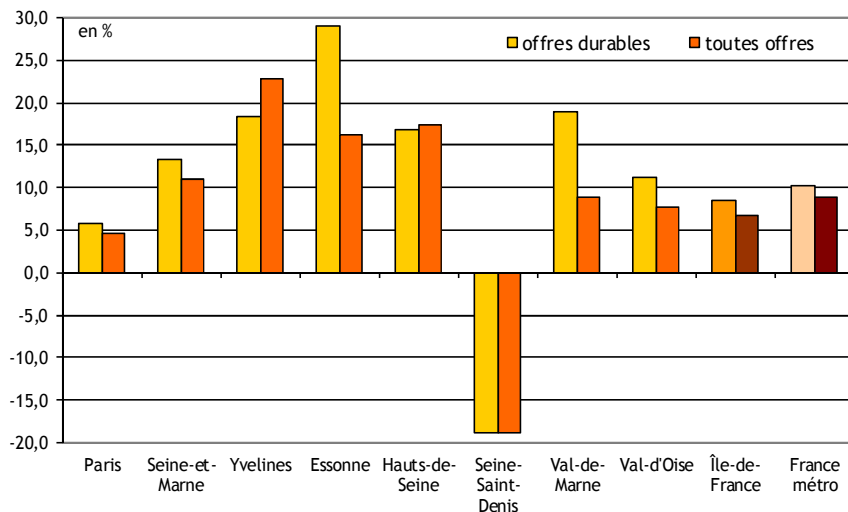


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin juillet 2017

En juillet 2017, 51 900 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 35 400 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

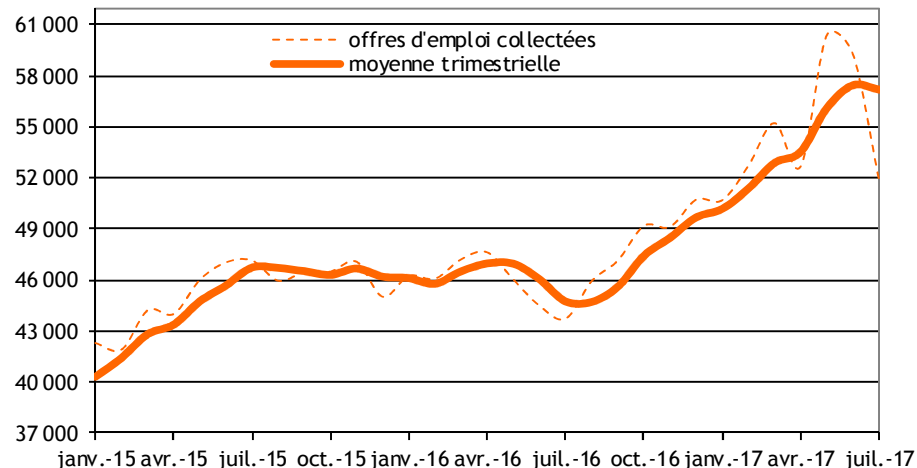


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région demeure en hausse (+6,8 %), tout comme celui des offres durables (+8,5 %). À l'inverse des mois précédents, le total des offres augmente à un rythme plus soutenu en France métropolitaine : + 8,9 % pour l'ensemble des offres et + 10,3 % pour les offres durables.

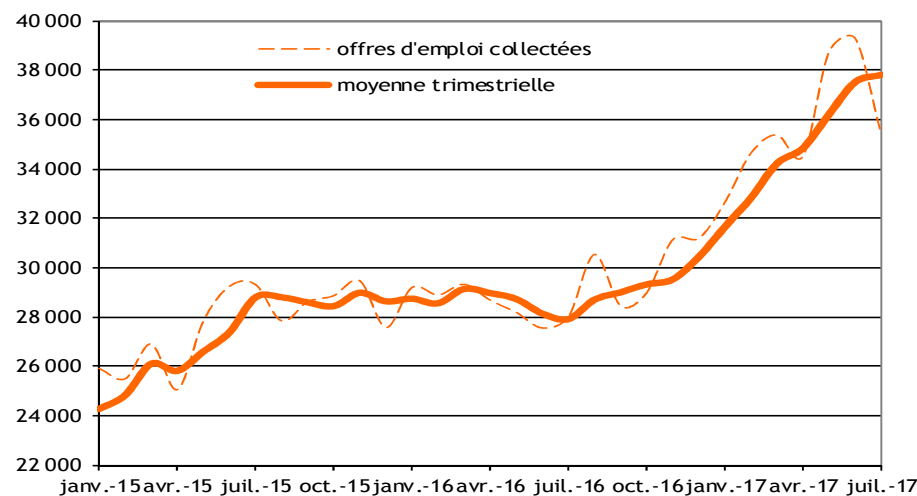
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont également en nette progression (+27,8 % soit +12 400 offres), ainsi que les offres durables (+35,5 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi en Île-de-France depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi en Île-de-France depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1^{er} trimestre 2017

Plus de 1,8 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2017 en Île-de-France, dont 382 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au premier trimestre 2017 (par rapport au premier trimestre 2016) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+4,4 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +7,9 %).

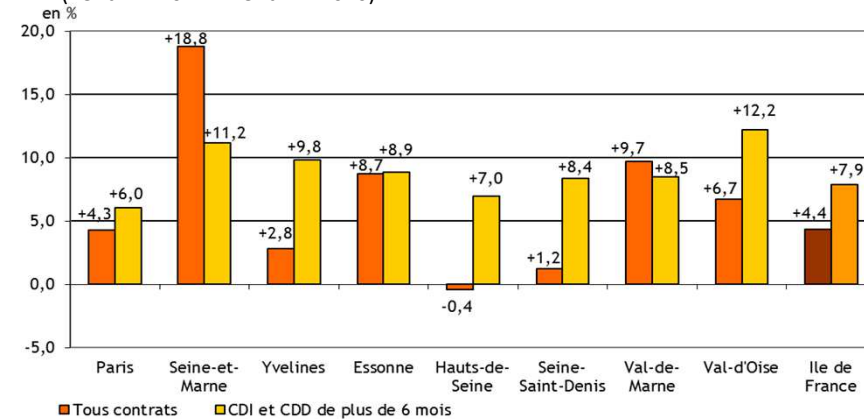
Tous contrats confondus, la Seine-et-Marne, le Val-de-Marne et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle très importante (respectivement + 18,8 %, + 9,7 % et +8,7 %). En revanche, cette évolution est négative pour les Hauts-de-Seine (-0,4 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne progressent le plus fortement (respectivement +12,2 % et +11,2 %).

Le génie civil a connu une très forte augmentation des contrats durables (près de 40 % d'augmentation), mais ce secteur représente seulement 2 000 DPAE.

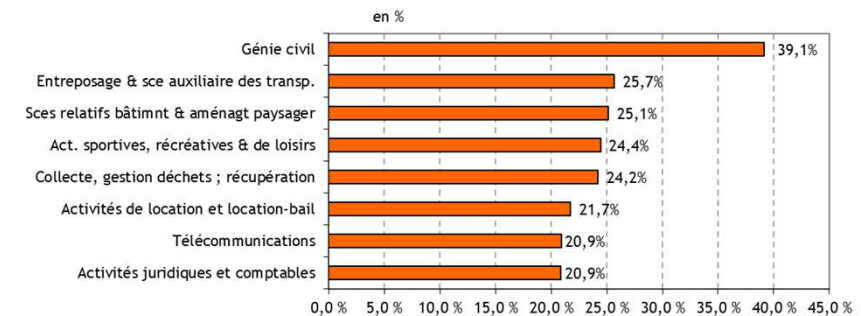
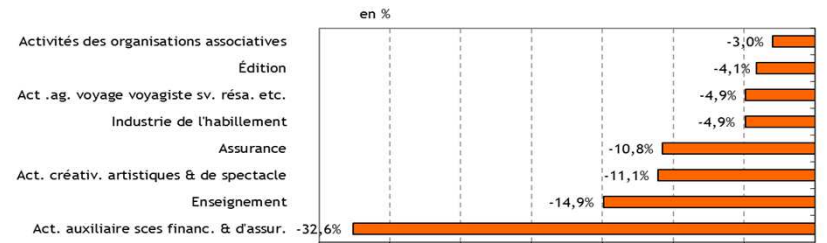
Les activités auxiliaires de services financiers et d'assurance ont connu une baisse très importante (-32,6 %), après un début d'année 2016 en forte hausse.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (1er trim. 2017 – 1er trim. 2016)



Source : DPAE / Urssaf

Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (1er trim. 2017 – 1er trim. 2016)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin février 2017

En raison du passage à la Déclaration Sociale Nominative, les données sur l'intérim pour les mois de mars, avril et mai 2017 subissent un retard de production et ne sont pas disponibles.

Près de 305 000 contrats d'intérim avaient été signés au mois de février 2017 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 103 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

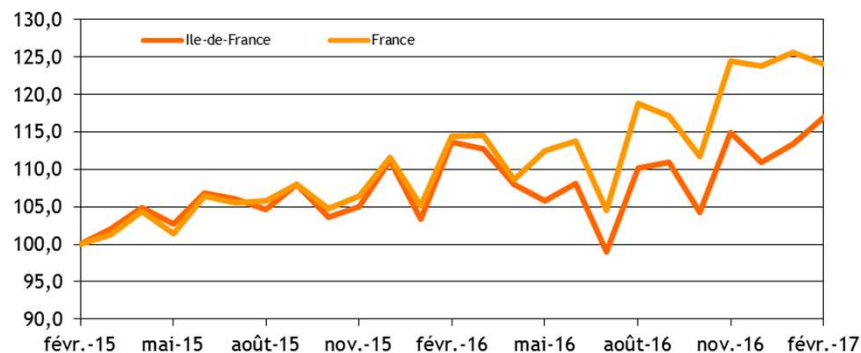
Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'emplois intérimaires (en ETP) était en hausse : +3,4 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progressait, même si le rythme était moins soutenu que les mois précédents : +2,2 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'expliquait par la forte hausse dans la fabrication de matériel de transport (+12,9%), dans la métallurgie (+12,4 %) et dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets. A contrario, les industries agro-alimentaires étaient en net repli (-17,1 %).

L'activité intérimaire dans la construction poursuivait sa hausse confirmant une fin d'année 2016 en forte progression : +15,2 % sur les trois derniers mois, par rapport aux trois précédents.

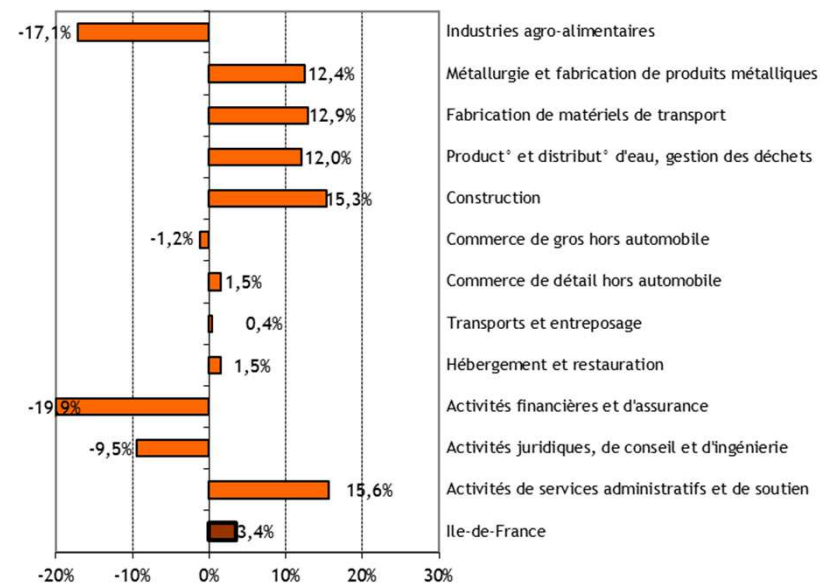
L'intérim dans le tertiaire augmentait également (+1,1 %), avec des évolutions différentes selon les secteurs d'activité : une forte hausse dans les activités de services administratifs et de soutien (+15,6 %), plus faible dans le commerce de détail, l'hébergement / restauration et le transport / entreposage, et des nets reculs dans les activités financières et et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (resp. -19,9 %, et -9,5 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin février 2017)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,9 % (soit +38 100 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de 0,5 % (+74 900 emplois). C'est la plus forte hausse trimestrielle de l'emploi depuis plus de 10 ans.

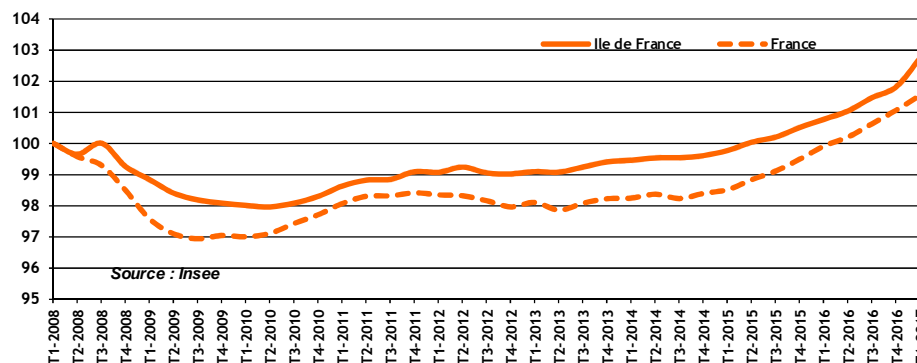
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+2,0 %, soit +80 850 emplois). Il confirme ainsi le dynamisme de l'emploi francilien qui représente près d'un tiers de l'évolution de l'emploi salarié en France métropolitaine.

Au premier trimestre 2017, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (Paris, la Seine-et-Marne et l'Essonne) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Yvelines et le Val-de-Marne enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé à Paris, en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-d'Oise tandis que les Yvelines, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 55 650 emplois en plus depuis le 1^{er} trimestre 2016 sur les 80 850 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2017	Evolution trimestrielle (par rapport au 4ème trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2016)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 331 496	16 712	1,3	35 901	2,8
Seine-et-Marne	318 362	3 754	1,2	7 652	2,5
Yvelines	368 567	1 271	0,3	3 524	1,0
Essonne	310 493	2 703	0,9	7 328	2,4
Hauts-de-Seine	833 835	6 969	0,8	12 098	1,5
Seine-Saint-Denis	429 601	3 452	0,8	5 064	1,2
Val-de-Marne	360 133	1 818	0,5	4 266	1,2
Val-d'Oise	251 786	1 407	0,6	5 019	2,0
Ile-de-France	4 204 273	38 086	0,9	80 851	2,0
France métropolitaine	15 794 100	74 900	0,5	254 500	1,6

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2017

Au 1^{er} trimestre 2017, l'évolution trimestrielle de l'emploi reste quasiment nulle dans l'industrie (+0,0 %, + 25 emplois) et progresse modérément dans la construction (+1,1 %, soit +2 800 emplois) et le commerce (+0,3 %, soit +2 200 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +1,2 % soit +33 000 emplois.

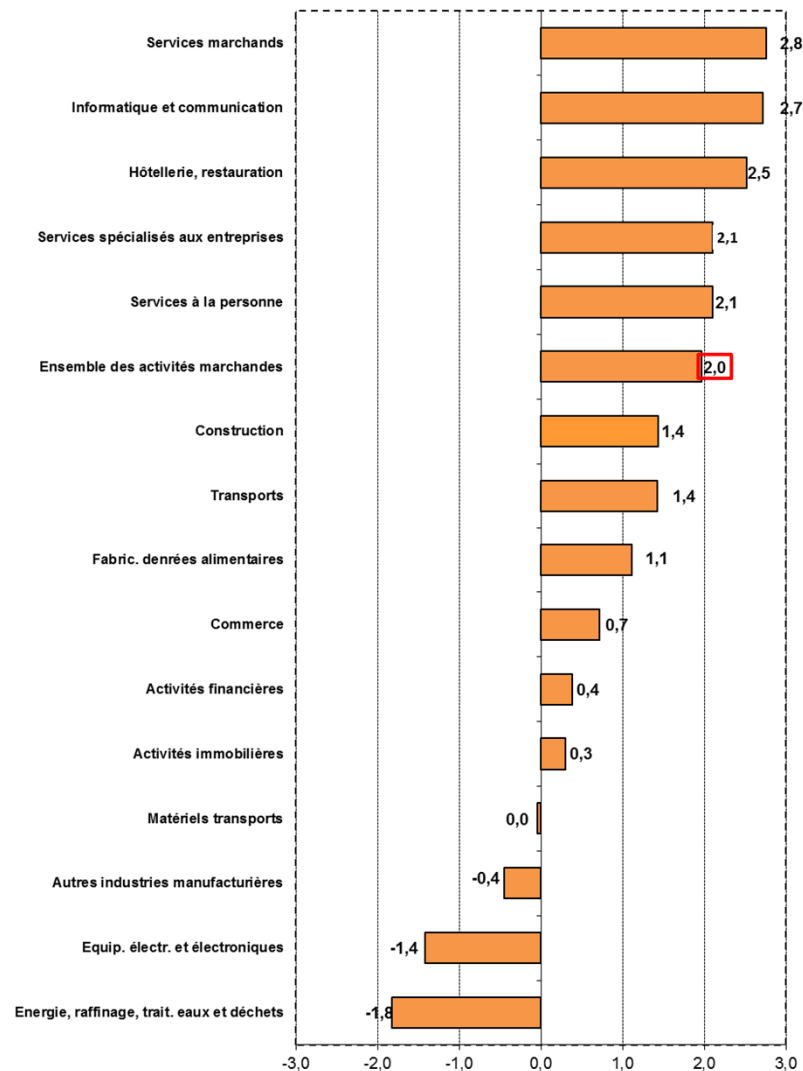
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -0,6 % dans l'industrie et augmenté de +1,4 % dans la construction et de +2,8 % dans les services marchands. Au sein de l'industrie, la plupart des secteurs d'activités, et notamment l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets (-1,8% soit -1 500 emplois), ainsi que le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (-1,4%, soit -1 050 emplois) perdent un nombre important d'emplois. Seul celui de la fabrication des denrées alimentaires enregistre une hausse (+1,1%).

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,7 % (+5 000 emplois).

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,8 % (+74 800 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais est soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a connu une augmentation importante de +29,3%.

Tous les autres secteurs d'activité des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur informatique et communication (+2,7 %, soit 10 300 emplois), celui de l'hôtellerie, restauration (+2,5% soit 7 500 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,1 %, soit +19 400 emplois) ont connu la plus forte croissance, hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 1^{er} trimestre 2017, dans les principaux secteurs d'activité marchands (en %, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+29,3%) n'est pas représenté



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en juillet 2017

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en Juillet	69	13	7	17	5	4	8	7	8
cumul 2017	557	118	61	90	54	34	93	48	59
cumul 2016 (juillet)	823	166	117	137	102	48	72	73	108
Heures associées en juillet	306 196	11 007	18 726	208 441	6 360	3 816	7 630	7 391	42 825
cumul 2017	2 592 259	173 646	235 361	668 357	480 859	112 229	234 368	395 983	291 456
cumul 2016 (juillet)	4 846 600	327 536	587 470	1 741 117	688 852	367 661	199 038	366 949	567 977
Evolution	-46,5%	-47,0%	-59,9%	-61,6%	-30,2%	-69,5%	17,8%	7,9%	-48,7%

Au mois de juillet 2017, 69 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 306 200 heures de travail autorisées à être chômées en Île-de-France. Un volume en baisse de près de 45% par rapport à juillet 2016.

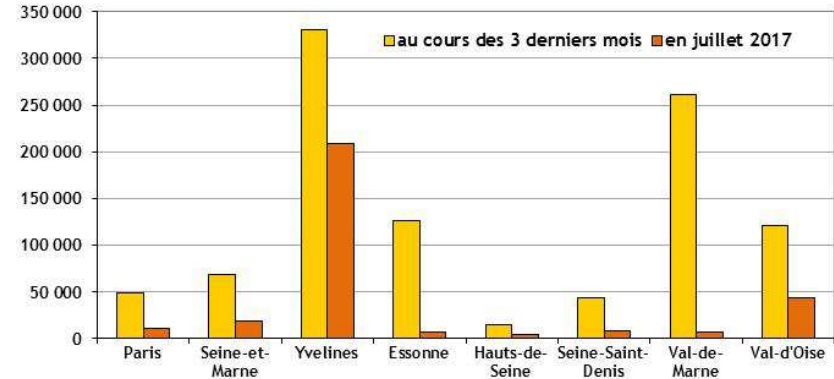
Les secteurs de la construction et de la métallurgie cumulent à eux seuls 228 300 heures d'activité partielle, soit près de 75 % du total régional tous secteurs confondus. La majorité de ces heures concernent deux établissements des Yvelines qui ont sollicité l'autorisation de près de 178 000 heures.

Ce département concentre ainsi plus des deux tiers des heures d'activité partielle autorisées en juillet dernier soit près de 209 000 heures.

42 825 heures ont été demandées dans le Val-d'Oise. La majorité de ces heures sont concentrées en deux demandes d'un établissement du secteur automobile.

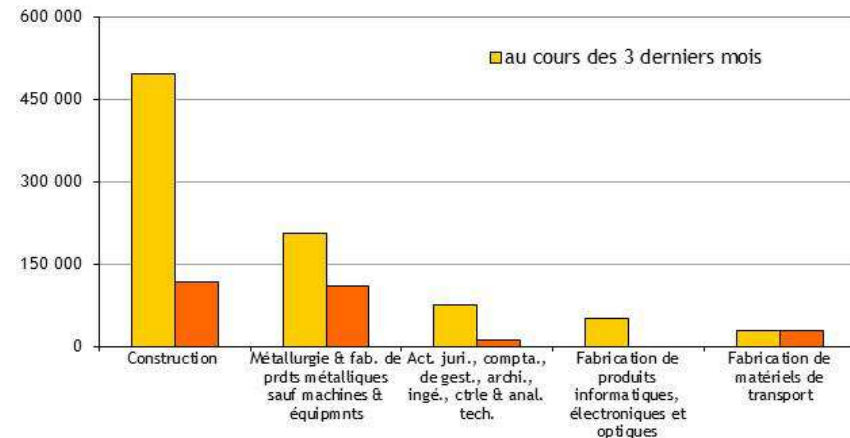
(* Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Heures autorisées par département



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Les plans de sauvegarde de l'emploi en juillet 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en juillet	18	5	0	2		1	3	1	4	2
Cumul 2017	183	49	7	9	11	50	19	13	12	13
Cumul 2016 (janvier à juillet)	213	58	8	9	9	70	15	13	14	17
Salariés concernés	1 099	43	23	290		56	128	210	349	/
Cumul 2017	11 068	1 810	407	1 333	974	2 797	2 554	524	669	/
Cumul 2016 (janvier à juillet)	14 415	3 243	413	999	1 190	4 989	2 118	716	747	/
Evolution	-23%	-44%	-1%	33%	-18%	-44%	21%	/	-10%	/

En juillet 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 18 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 1099 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois.

Ce chiffre reste faible, comme depuis plusieurs mois, même si le nombre de PSE est habituellement bas durant les mois d'été.

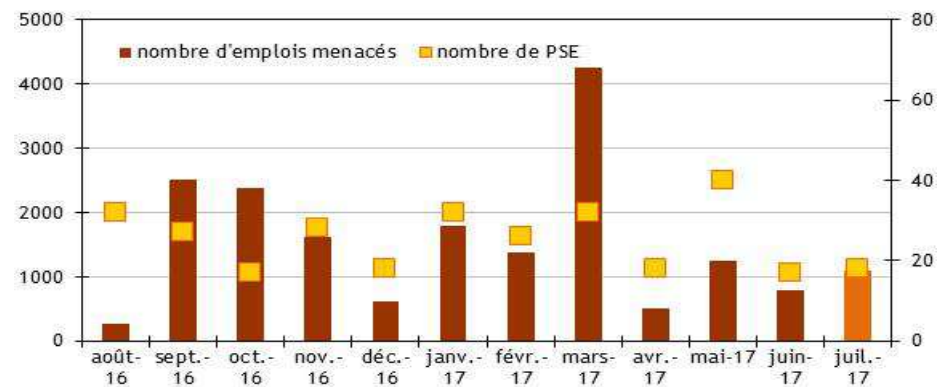
Depuis le début de l'année, les PSE menacent sensiblement moins d'emplois salariés que le premier semestre 2016.

Le département le plus affecté ce mois est le Val-d'Oise. La grande majorité des emplois menacés dans ce département le sont dans un établissement de l'industrie chimique (280 emplois menacés). Les Yvelines et le Val-de-Marne hébergent également un nombre d'emplois menacés non négligeable.

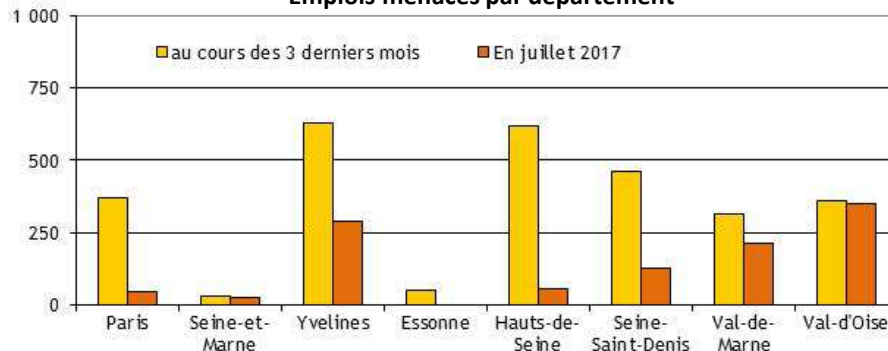
Dans le secteur de la fabrication de matériels de transport un grand constructeur a initié un PSE menaçant 290 emplois dans un établissement des Yvelines.

Accompagnement des mutations économiques

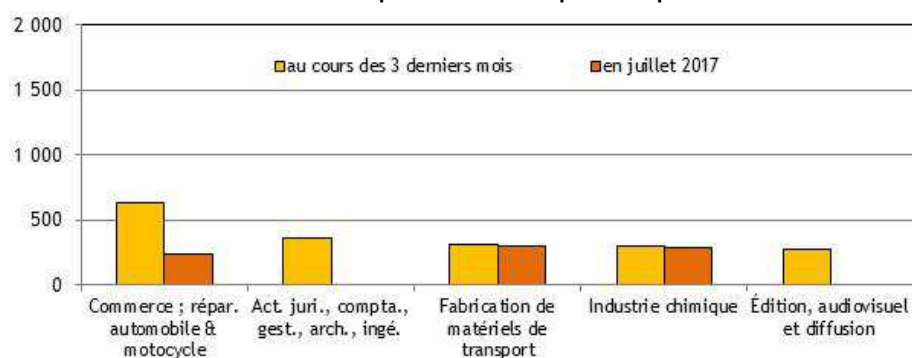
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese



Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr